

Service Risques, Énergie et Climat  
Pointe de Jaham  
BP 7212 – cedex  
97274 Schoelcher

Schoelcher, le 28/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMCR GAZ SARL**

ZI de la Lézarde  
BP 299  
97232 Le Lamentin

Références : RI.ENV 25-126  
Code AIOT : 0006900389

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 avril 2025 dans l'établissement SMCR GAZ SARL implanté ZI de la Lézarde - BP 299 - 97210 Le Lamentin. L'inspection a été annoncée le 19 mars 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMCR GAZ SARL
- ZI de la Lézarde BP 299 97210 Le Lamentin
- Code AIOT : 0006900389
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Martiniquaise de Commerce et de Représentation (SMCR) exploite sur la commune du Lamentin une installation de remplissage de bouteilles de gaz inflammable liquéfié relevant du régime de l'autorisation.

Cette activité de remplissage ainsi que les autres activités du site telles que le stockage de bouteille de gaz sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du 22 février 2005.

En 2015, un dossier de cessation de l'activité de remplissage de bouteille de gaz est transmis à l'administration sans que cette cessation ne soit actée.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/02/2005, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 22/02/2005, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 22/02/2005, article 1.5.3	Sans objet
4	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 22/02/2005, article 2.1.5	Sans objet
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/02/2005, article 7.3.2	Sans objet
6	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/02/2005, article 7.4.5.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement tenu.

Il convient de mettre à jour la situation administrative de l'établissement par le dépôt d'un porter à connaissance conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Enfin, dans le cadre de la prévention des risques, il convient qu'une formation sur l'ensemble des risques inhérents à l'installation (ATEX) et des moyens d'intervention (utilisation de RIA) soit dispensée au personnel du site.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2005, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE des activités
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

DESIGNATION	RUBRIQUE	SEUIL	QUANTITE	REGIME *
installations de remplissage de bouteilles de gaz inflammable liquéfié	1414-1.	SANS OBJET		A
Stockage de butane liquéfié	1412-2.b)	6 t < D < 50 t	14,26 t	D
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)	1432	10 m <sup>3</sup> < D < 100 m <sup>3</sup>	Peinture et solvant 0,4 m <sup>3</sup>	NC
Abrasives (emploi de matières)	2575	D > 20 kW	Puissance installée 6,26 kW	NC
Réfrigération ou compression (installations de)	2920	50 kW < D < 500 kW	Puissance totale 8,35 kW	NC
Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc	2940	10 kg/j < D < 100 kg/j	Quantité maximale 2 kg/j	NC

#### Constats :

Le jour de la visite, l'inspection a constaté les activités suivantes sur site :

- le stockage de bouteille de gaz de butane liquéfié.

Dans l'audit de suivi relatif à la mission de conseiller à la sécurité pour le transport des marchandises dangereuses par route de l'année 2015 (rapport n° 9098198), l'activité de stockage de butane liquéfié du site est classée sous la rubrique 4718 pour un stockage de 14 tonnes de butane. L'activité relève alors du régime de la déclaration avec contrôle périodique.

L'exploitant a indiqué ne réaliser qu'un audit annuel de suivi par son conseiller à la sécurité et aucun contrôle périodique par un organisme accrédité.

- la peinture de bouteille camping gaz par pulvérisation au pistolet.

Aucune activité de remplissage de bouteille de gaz n'a été constatée.

L'inspection a également observé la présence d'extincteurs et de bouteilles de diphotérine (utilisée pour le lavage d'urgence de tout type de projection chimique, oculaire ou cutanée) usagés.

L'exploitant a expliqué qu'il effectue la récupération de ces bouteilles usagées pour le compte de l'entreprise SMPI Caraïbes. Actuellement, SMCR n'effectue pas d'opération sur ces extincteurs : aucune neutralisation des bouteilles (récupération de poudre) n'est réalisée. L'exploitant a indiqué qu'il a trouvé un prestataire pouvant reprendre les extincteurs susvisés en l'état.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, un porter à connaissance (PAC) mettant à jour l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2005 (situation administrative du site) avec tous les éléments justificatifs (fiche de données de sécurité de la peinture utilisée, capacité de l'ensemble des activités suivant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement...).

Pour rappel, conformément aux dispositions de l'article R.512-58 du code de l'environnement, lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans. Ce délai court soit à compter de la publication du décret modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation.

Enfin, l'activité de transit d'extincteurs ou bouteilles usagés est à classer au titre des rubriques 27XX suivant l'état de l'extincteur : vide (déchets métalliques) ou pas, et suivant la dangerosité des produits contenus dans les bouteilles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

<b>Proposition de délais : 3 mois</b>
---------------------------------------

**N° 2 : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2005, article 1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Équipements abandonnés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur utilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas constaté d'équipements abandonnés maintenus dans les installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Exploitation des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2005, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés.
<b>Constats :</b> La surveillance du site est réalisée durant les horaires d'ouverture par le chef de dépôt. En dehors de ces horaires, une télésurveillance est mise en œuvre. L'exploitant a indiqué que le chef de dépôt a reçu une formation en 2024 sur le risque incendie liés au gaz présent sur site. Par ailleurs, une formation sur la manipulation des extincteurs est dispensée tous les 2 ans. L'inspection a constaté la présence de robinets d'incendie armés (RIA) sur site. L'exploitant a indiqué qu'aucune formation relative à la manipulation des RIA n'est mise en œuvre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre les attestations de formations du chef de dépôt.  Une formation à la manipulation des RIA et une sensibilisation au risque d'explosion d'une zone ATEX doivent être dispensées au chef de dépôt.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Exploitation des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2005, article 2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre entrée/sortie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit pouvoir estimer à tout moment la quantité de gaz inflammables liquéfiés détenue

<p>dans le(s) réservoir(s). Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence sur le site de gaz inflammables liquéfiés est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le registre des quantités de gaz inflammable liquéfiés détenue sur site.</p> <p>L'inventaire est mis à jour quotidiennement par le chef de dépôt.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Prévention des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2005, article 7.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gardiennage et contrôle des accès</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p> <p>Un gardiennage est assuré en permanence, notamment par un système de vidéo surveillance secouru qui permet 24h sur 24 de visualiser la totalité du site.</p> <p>En cas de panne du système, la surveillance du site sera assurée par la mise en place de moyens humains.</p> <p>Le responsable de l'établissement prend toutes les dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Chaque entrée sur site est signalée par une sonnerie audible sur tous le site. Les entrées sont contrôlées par le chef de dépôt.</p> <p>Le gardiennage est assuré par un prestataire externe via un système de télésurveillance en dehors des horaires d'ouverture.</p> <p>Une astreinte est mise en œuvre. En cas de besoin, une personne peut être présente sur site rapidement, dans les 10 minutes après une alerte, selon l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Prévention des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2005, article 7.4.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de travail, de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les motivations ayant conduit à sa délivrance,</li> <li>- la durée de validité,</li> <li>- la nature des dangers,</li> <li>- le type de matériel pouvant être utilisé,</li> <li>- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,</li> <li>- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.</li> </ul>

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évaluation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a indiqué ne pas mettre en œuvre sur site des travaux ou interventions nécessitant la mise en œuvre de permis de feu.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection rappelle que tous les travaux de maintenance réalisés par une prestataire externe doivent faire l'objet suivant sa nature (soudure, ..) de permis de feu.

Dans le cas des travaux réalisés en interne, il convient que l'exploitant réalise une surveillance des lieux à l'issue des travaux. Une procédure sera utilement mise en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite